

# Burundi

Juillet - Août 2024

Le **site de réfugiés de Musenyi a été officiellement inauguré** par le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et du Développement communautaire, en compagnie de la représentante du HCR. **Le site de Musenyi vise à accueillir 10 000 réfugiés.** Au 31 août, 1217 réfugiés vivent sur le site et s'intègrent à la communauté d'accueil.

En outre, au cours de la période considérée, **4813 personnes** (2708 en juillet et 2105 en août) **ont été rapatriées volontairement** dans leur pays d'origine, le Burundi.

De plus, **1375 cartes d'identité de réfugié ont été distribuées aux réfugiés** par le HCR et l'ONPRA, garantissant que chaque réfugié est officiellement reconnu dans le pays d'asile et a accès aux droits, à la protection, aux services et aux opportunités.

## Contexte opérationnel

En juillet comme en août, la situation sécuritaire au Burundi était généralement calme, bien qu'entachée par divers incidents criminels à travers le pays. Ces incidents n'ont pas affecté les activités du HCR au Burundi. Toutefois, la pénurie persistante de l'essence a continué à poser un problème.



*Inauguration de l'école primaire de Musenyi par le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et du Développement communautaire aux côtés du HCR et KOICA. L'école est fréquentée par des enfants de réfugiés, de rapatriés et de la communauté d'accueil*

## Mise à jour sur les réalisations



### PROTECTION

#### Réalisations et impact

- **En juillet et août, 1375 réfugiés ont reçu leurs cartes d'identité distribuées** par le HCR et l'ONPRA. La **carte de réfugié offre aux réfugiés une reconnaissance légale** dans le pays d'asile et **leur permet de jouir de leurs droits fondamentaux**. La délivrance de ces cartes s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour renforcer la protection juridique et sociale des réfugiés au Burundi.
- En juillet et août, **54 nouveau-nés ont été enregistrés pour obtenir des certificats de naissance** dans les camps de réfugiés de Kinama et de Musasa. Au 31 août un total de **56 702 réfugiés vivait dans les 5 camps** de réfugiés du Nord et de l'Est du Burundi, le camp de réfugiés de Kavumu étant le camp le plus peuplé avec 18 524 réfugiés.
- Une **session de formation sur l'état civil** s'est tenue en juillet dans la province de Makamba **afin de renforcer les compétences des acteurs de la protection de l'enfance et d'améliorer l'accès aux services d'état civil** au Burundi. Parmi les participants figuraient des partenaires gouvernementaux, des ONG locales et internationales et des experts de terrain. La formation s'est concentrée sur la facilitation de l'enregistrement des naissances, de la reconnaissance de paternité et de la transcription des documents d'état civil afin de relever les défis auxquels sont confrontés les bénéficiaires, en particulier pour obtenir des actes d'état civil pour eux-mêmes et leurs enfants. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour sensibiliser à l'importance de l'enregistrement des naissances et de la délivrance des certificats d'état civil.
- Au cours de la période de juillet à août 2024, un total de **218 incidents de violence basés sur le genre (138 juillet, 80 août) ont été signalés et pris en charge par le HCR et ses partenaires** Save the Children et International Rescue Committee au Burundi. Il y a une augmentation de l'identification des cas de VBG dans les camps. De plus, un total de 62 cas plus anciens ont été suivis, notamment des cas de viol, d'agression physique, de violence psychologique et de refus de ressources dans les camps de Kinama et Musasa. **La majorité des survivantes de VBG étaient des femmes**. Beaucoup de ces cas reflètent l'impact des attitudes culturelles et morales qui limitent les femmes, ainsi que la dépendance économique des filles et des femmes. La dimension genre n'est souvent pas abordée au sein de la communauté. **La majorité des incidents de VBG signalés ont été perpétrés par des personnes qui étaient des partenaires intimes ou d'anciens partenaires des survivantes**. Le HCR et ses partenaires aident activement les survivants qui signalent des menaces de la part d'auteurs connus à travers des solutions telles que la réinstallation dans des refuges. Cette approche vise à assurer la sécurité et le bien-être des survivantes touchées par les VBG.

- En août 2024, dans le cadre des efforts de prévention et de réponse aux VBG, **des kits de dignité ont été distribués à 173 survivantes** dans les camps de réfugiés de Kinama et de Musasa. Au camp de Kinama, 91 survivantes (89 femmes et 2 hommes) ont reçu au total 91 bassines (20 litres chacune), 91 boîtes de crème hydratante, 455 savons à lessive (5 par personne), 273 savons de bain (3 par personne), 183 serviettes hygiéniques. Au camp de Musasa, 82 survivantes et d'autres femmes vulnérables ont reçu des kits de dignité comprenant 82 bassins (20 litres chacun), 410 savons à lessive, 266 savons de bain, 156 serviettes hygiéniques pour 78 femmes. En outre, les 7 et 8 août 2024, **l'IRC, partenaire du HCR, a organisé une formation pour les points focaux et les partenaires de la lutte contre les violences basées sur le genre**. La formation a couvert les concepts de VBG, les principes directeurs, l'empathie, la responsabilité envers les bénéficiaires et une mise à jour sur la cartographie des partenaires pour améliorer la coordination et le soutien.
- Le 6 août, **le site de réfugiés de Musenyi** (ancien site de Giharo) **a été officiellement inauguré par le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et du Développement communautaire, aux côtés** du représentant du HCR au Burundi. Des représentants des ministères, des responsables locaux et des organisations partenaires ont assisté à l'événement. Le site de réfugiés de Musenyi est un site intégré où les réfugiés et les communautés d'accueil partagent progressivement des installations et des services.
- Les 8 et 28 août, **deux convois d'un total de 602 réfugiés (144 ménages) ont été relocalisés du centre de transit des demandeurs d'asile de Cishemere dans la province de Cibitoke vers le site de réfugiés de Musenyi dans la province de Rutana.**

Au 31 août, **1217 réfugiés** (312 ménages dont 602 femmes, 615 hommes – dont 688 enfants) **vivaient dans des conditions améliorées sur le site.**



- Au cours des mois de juillet et août, **410 réfugiés, dont la plupart vivent dans une situation de réfugié prolongée, ont été réinstallés en** Australie, au Canada et aux États-Unis. Le HCR a facilité les formalités préalables au départ en coordination avec le gouvernement du Burundi par l'intermédiaire de l'ONPRA et de l'OIM. **Depuis janvier 2024, 2 056 réfugiés sont parties pour la réinstallation. La réinstallation est l'une des solutions durables qui mettent fin aux problèmes des réfugiés.**
- **Durant les mois de juillet et août, qui sont des mois de vacances scolaires, le HCR et son partenaire JRS ont mené diverses activités pour occuper les étudiants et éviter toute délinquance juvénile** pendant les vacances. **Parmi les principales initiatives, il y a eu** des compétitions sportives, des tournois de football et d'athlétisme dans les camps du Nord, avec 2 équipes de football féminines et 4 équipes de garçons par camp. **Activités éducatives et récréatives grâce à Ideas Box**, 2 665 enfants ont appris les droits de l'enfant, l'hygiène, les technologies de base de l'informatique et ont pratiqué la lecture, le dessin et le cinéma. **Développement des compétences** : l'encadrement des enfants en vacances s'est poursuivi avec l'appui d'une association locale de bénévoles, la société CINA. 30 jeunes du camp de Musasa ont appris de nouvelles compétences (7 garçons, 23 filles) en cuisine et savonnerie, 73 participants (70 filles, 3 garçons) ont été formés à la coiffure et 120 enfants (65 de moins de 11 ans et 55 âgés de 12 à 21 ans) ont suivi des cours d'anglais pour améliorer la communication.

### Besoins identifiés et lacunes

- **713 nouveaux demandeurs d'asile sont arrivés au Burundi en juillet (423) et en août (291).** L'arrivée de nouveaux demandeurs d'asile augmente la population du centre de transit de Cishemere, situé dans la province de Cibitoke, qui a maintenant atteint sa capacité d'hébergement. **Il y a des besoins importants dans le secteur de l'hébergement, et un financement est nécessaires de toute urgence pour remédier à la surpopulation au centre de transit des demandeurs d'asile, afin de garantir un logement adéquat, sûr et digne aux familles des demandeurs d'asile et des réfugiés.**


**EDUCATION**
**Réalisations et impact**

- Le 6 août, l'école primaire de Musenyi a été officiellement inaugurée par le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et du Développement communautaire, aux côtés du représentant du HCR au Burundi et de la KOICA qui a financé l'infrastructure de l'école. L'école est constituée d'un bloc administratif, deux blocs de 8 salles de classes chacun et de blocs sanitaires. L'événement a été suivi par des représentants des ministères, des responsables locaux et des organisations partenaires. L'école sera fréquentée par des enfants de la communauté de réfugiés, des rapatriés ainsi que des enfants de la communauté d'accueil.



- 57 % des enfants réfugiés ont accédé à l'éducation à la fin de l'année scolaire 2023-2024. Avec l'appui du HCR et de son partenaire JRS, 3 356 élèves ont passé les examens de fin de cycle dans le système éducatif de la RDC, tandis que 50 ont participé aux examens du système éducatif du Burundi. Parmi eux, 2 611 élèves ont réussi leurs examens, tandis que 489 attendent toujours les résultats des examens d'État de la RDC.

**Besoins Identifiés et lacunes**

- À la fin de l'année scolaire 2023-2024, 39 751 enfants réfugiés (20 140 garçons et 19 611 filles) âgés de 3 à 17 ans, ainsi que 14 160 jeunes (7 187 hommes et 6 973 femmes) âgés de 18 à 24 ans, soit un total de 53 911 personnes (27 327 garçons et 26 584 filles), avaient des besoins non satisfaits en matière d'éducation de qualité, de formation professionnelle et technique. Ils représentaient 62 % des 87 100 réfugiés relevant du mandat du HCR au Burundi. Cependant, **43 % des enfants et adolescents réfugiés âgés de 3 à 17 ans (16 947) sont restés totalement exclus du système éducatif**. Parmi eux, 8 659 garçons et 8 288 filles n'avaient bénéficié d'aucune possibilité d'éducation à la fin de l'année scolaire. **Cette lacune importante souligne le besoin urgent de renforcer les interventions éducatives pour éliminer les obstacles systémiques et assurer un accès inclusif à l'éducation pour tous les enfants et jeunes réfugiés.**
- **Moins de 1 % des jeunes âgés de 18 à 24 ans ont accédé à l'enseignement supérieur, malgré les bourses accordées par le biais des programmes DAFI et du HCR** à 120 jeunes (95 réfugiés et 25 rapatriés), dont 34 filles et 86 garçons, bien que les femmes et les filles représentent 49 %

des bénéficiaires ciblés par ces interventions. Cela souligne les défis persistants à relever pour assurer un accès équitable à l'enseignement supérieur pour les jeunes femmes et les filles, malgré des efforts ciblés. **Ces chiffres soulignent la nécessité de soutenir davantage l'enseignement supérieur et de renforcer les stratégies visant à lutter contre les disparités entre les filles et les garçons** et d'autres obstacles à l'enseignement supérieur, en veillant à ce que les jeunes vulnérables, en particulier les jeunes femmes, puissent réaliser pleinement leur potentiel.

- Les besoins dans le secteur de l'éducation restent importants, notamment en raison **du mauvais état des infrastructures**, par exemple à l'école maternelle du camp de réfugiés de Kinama, et du **manque d'électricité et d'eau** dans les écoles des camps. Il est **urgent d'accroître l'appui à l'électrification des écoles** dans les camps afin d'assurer un environnement d'apprentissage propice et **de fournir un accès fiable à l'eau potable**.



#### SANTE

##### Besoins Identifiés et lacunes

- Le HCR et le partenaire HealthNet TPO ont mené des discussions de groupe dans les camps de Kinama et de Musasa avec des femmes, des hommes et des jeunes sur les problèmes de santé mentale, pour recueillir des informations et identifier des stratégies de prévention pour prévenir tout préjudice, y compris le suicide. **Les principales conclusions ont mis en évidence des niveaux de stress élevés chez les réfugiés, avec la détérioration des conditions de vie qui a un impact direct sur la santé mentale.** Les réfugiés ont recommandé plusieurs mesures, notamment des séances de thérapie familiale et de groupe, des campagnes de sensibilisation des jeunes à la toxicomanie, des possibilités de formation et d'emploi élargies pour les jeunes, un plaidoyer en faveur d'une aide humanitaire accrue et de plus d'espaces de loisirs. À partir de ces informations, un plan d'action en matière de santé mentale est en cours d'élaboration en collaboration avec des partenaires afin de fournir des réponses ciblées.



#### ABRIS ET AME

##### Réalisations et impact

En juillet et août, **1235 réfugiés (335 ménages) vivant dans le site de réfugiés de Musenyi**, situé dans la commune de Giharo, dans la province de Rutana, **ont reçu 6070 kg de briquettes et 302,5 kg de savon**. Cette aide visait à les aider à répondre à leurs besoins quotidiens, tels que la cuisine et l'hygiène, tout en réduisant leur dépendance au bois de cuisson. En outre, **les familles nouvellement arrivées ont reçu des ustensiles de cuisine, des lampes solaires, des moustiquaires et des couvertures**. De plus, le 14 août 2024, **les femmes et les filles nouvellement arrivées (10-49 ans) ont bénéficié de kits de dignité** offerts par l'UNFPA. Les kits comprenaient des seaux, des pagnes, des serviettes hygiéniques, de la crème pour la peau, des sous-vêtements, des t-shirts et des savons à lessive. **Ces efforts visent à améliorer le bien-être et la dignité des réfugiés** tout en favorisant l'intégration dans les communautés d'accueil.

- En juillet et août, dans le cadre des efforts de réintégration, **150 ménages** (70 ménages rapatriés et 30 ménages choisis parmi les personnes les plus vulnérables de la communauté locale de la commune de Mishiha, dans la province de Ruyigi et 50 ménages de Nyanza-Lac, dans la province de Makamba) ont **reçu des kits d'abris pour réhabiliter leurs maisons**. Chaque kit comprenait 24 feuilles de toiture, 22 poteaux, 2 kg de clous pour les feuilles, 2 kg de clous pour les poteaux, une porte et deux fenêtres. Le partenaire du HCR, COPED, a également fourni une assistance technique. **Cette activité vise à soutenir à la fois les rapatriés et les communautés d'accueil vulnérables, favorisant ainsi la cohésion sociale** et facilitant la réintégration durable des rapatriés.

- Le partenaire du HCR, COPED, a achevé la construction de deux blocs de maisons sur le site de Musenyi, chacun composé de 48 maisons, et a commencé les travaux sur deux blocs supplémentaires. **Au 31 août 2024, un total de 144 maisons avait été construites sur le site.** Parmi les autres progrès réalisés, citons l'achèvement de la bache pour l'école maternelle, l'installation du toit du poste de santé, les travaux en cours sur le dortoir communautaire, les progrès de la toiture de la cuisine communautaire, le plâtrage et la préparation du sol dans les bureaux des partenaires en cours et l'installation de poubelles dans les maisons pour améliorer l'assainissement.



### Besoins Identifiés et lacunes

- **Le secteur du logement reste gravement sous-financé et des besoins importants doivent être satisfaits pour fournir un logement adéquat et décent**, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des demandeurs d'asile, des réfugiés et des rapatriés.

**SOLUTIONS DURABLES****Réalisations et impact**

- Tout au long des mois de juillet et août, le HCR et ses partenaires ont accueilli régulièrement des convois de rapatriement. **En juillet, 2 708 personnes**, dont 572 femmes, 453 hommes et 1 683 enfants de 831 ménages, **et en août 2105 personnes, ont été rapatriées volontairement dans leur pays d'origine, le Burundi**. Tous les rapatriés ont été accueillis dans la sécurité et la dignité dans les centres de transit, où diverses activités ont été menées, notamment les contrôles biométriques, la gestion des cas de protection, la délivrance de certificats de reconnaissance en tant que rapatriés délivrés par la *Direction Générale du Rapatriement, de la Réintégration et de la Réinsertion (DGRRR)*. Ces certificats permettent aux rapatriés d'accéder à des documents gratuits ou peu coûteux, tels que des cartes d'identité, des certificats de naissance et des certificats de mariage, dans leurs communautés locales de retour. En outre, le partenaire juridique du HCR, le *Barreau de Bujumbura*, a fourni une assistance judiciaire et, organisé des sessions de sensibilisation dans les centres de transit couvrant des sujets clés pour prévenir les litiges et renforcer la protection juridique. Avant de quitter les centres de transit, les rapatriés ont reçu leur paquet retour sous forme d'une aide en espèces pour répondre à divers besoins dans leurs zones de retour respectives.
- **Les enfants, qui représentent les trois quarts des rapatriés, reçoivent un soutien ciblé de la part du HCR et de ses partenaires, y compris des activités de protection de l'enfance et de gestion des cas et des réponses** pendant leur séjour dans les centres de transit. Ces activités comprennent des sessions interactives avec une variété de thèmes tels que l'histoire du Burundi, l'hymne national, les rôles de la famille, les droits et responsabilités des enfants, l'importance de l'école et des jeux éducatifs conçus pour promouvoir la protection de l'enfance.

**Besoins Identifiés et lacunes**

- Certains convois arrivent avec des enfants non accompagnés qui sont hébergés par des individus dans des camps ou des zones rurales. Beaucoup de ces enfants ont perdu leurs parents biologiques pendant l'exil, ne laissant aucune trace de leurs proches dans le pays d'asile ou d'origine. La prise en charge de ces cas nécessite la recherche des familles, un processus actuellement géré par le partenaire Save the Children International (SCI) avec l'appui de structures décentralisées dans les zones de retour, et sans coût financier pour les familles. Cependant, depuis la cessation des activités du CICR dans le programme de rapatriement, le SCI n'a pas disposé du budget nécessaire pour soutenir les efforts de recherche des familles. Il est urgent de mobiliser des ressources pour assurer un soutien continu aux enfants non accompagnés qui cherchent à être réunis avec leur famille.

**Contacts**

**Brigitte Mukanga-Eno**, Représentante du HCR, [eno@unhcr.org](mailto:eno@unhcr.org), Représentation du HCR à Bujumbura

**Aline Irakarama**, Administratrice Associée chargée des rapports, [irakaram@unhcr.org](mailto:irakaram@unhcr.org), Représentation du HCR Bujumbura